

## EUROPE

# L'immigration, obsession du débat politique britannique

Le parti europhobe Ukip, dont l'élection d'un second député est annoncée, impose son agenda aux partis traditionnels.

FLORENTIN COLLOMP @fcollomp  
ENVOYÉ SPÉCIAL À ROCHESTER (KENT)

**ROYAUME-UNI** Pas de doute possible sur son vote. Sur la façade de sa maison, Stefan Quick a accroché des pancartes Ukip et un drapeau de la croix de saint Georges barré de la mention « England ». « Je ne suis pas raciste, précise d'emblée ce père de famille sans emploi. Mais les immigrés arrivent et se servent dans le pot auquel nous avons contribué pendant des années. On est un petit pays, une nation souveraine, nos ressources doivent profiter en priorité aux Britanniques. »

Cet ancien électeur travailliste votera donc ce jeudi pour Mark Reckless, ex-député conservateur qui a démissionné pour se représenter au Parlement sous les couleurs du parti europhobe et anti-immigration Ukip (United Kingdom Independence Party) à Rochester (Kent), à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Londres. Le transfuge est grand favori, avec 12 à 15 points d'avance dans les sondages. S'il l'emporte, il sera le second élu Ukip à Westminster, après l'élection triomphale d'un autre ancien du Parti conservateur, Douglas Carswell, début octobre.

À la veille du scrutin, Mark Reckless a lancé un pavé dans la marre en annonçant que les immigrés européens présents en Grande-Bretagne devraient repartir dans leur pays d'origine en cas de retrait du pays de l'Union européenne. Au café italien voisin de sa permanence de campagne, dans la rue principale de Rochester, il tente de rassurer. « Nous n'avons pas de problème avec les Français de Londres qui apportent une contribution positive, tempère-t-il. Le problème, ce sont les Européens de l'Est et du Sud, qui font pression à la baisse sur les salaires et obstacle à l'emploi des Britanniques. » La charmante petite ville médiévale fondée par les envahisseurs romains, saxons puis normands, avec son château fort, ses antiques et salons de thé, ne croule pourtant pas sous le poids de l'immigration. La proportion de résidents nés à l'étranger y est de 9,3 %, trois points sous la moyenne nationale. Le taux de chômage y est inférieur à 3 %. À Clacton-on-Sea, où a été élu Douglas Carswell, les immigrés forment à peine plus de 4 % de la population locale.

Le ministre de la Défense, Michael Fallon, décrit des villes anglaises « as-

**25**  
milliards d'euros

C'est, selon une étude, la somme qu'auraient rapportée les migrants au budget britannique entre 2001 et 2011

siégées » par l'immigration. « Ne restait-il personne en Grande-Bretagne capable de faire un sandwich ? », se désespérait en une le tabloïd Daily Mail, quand l'industriel Greencore, fournisseur de Marks & Spencer, est allé recruter trois cents employés en Hongrie.

Le sujet a évincé les questions économiques pour s'imposer au cœur du débat pour des législatives de mai 2015. « Cela reflète le sentiment d'une identité britannique menacée, peu importe que vos voisins soient immigrés ou non. C'est le sujet qui revient le plus dans les porte-à-porte électoraux. Aucun politique ne peut être assez inconscient pour l'ignorer », prévient Alp Mehmet, de l'association Migration Watch, qui milite pour une ré-

duction drastique des arrivées. L'échec de David Cameron à honorer sa promesse de diviser par 2,5 le solde migratoire durant son mandat a fait le lit de l'Ukip. Alors qu'il s'était engagé à le ramener sous la barre des 100 000 personnes par an, le chiffre s'est accru à 243 000 l'an dernier. La moitié provient de l'Union européenne, un flux sur lequel le gouvernement n'a aucun contrôle du fait du principe de liberté de mouvement au sein de l'UE.

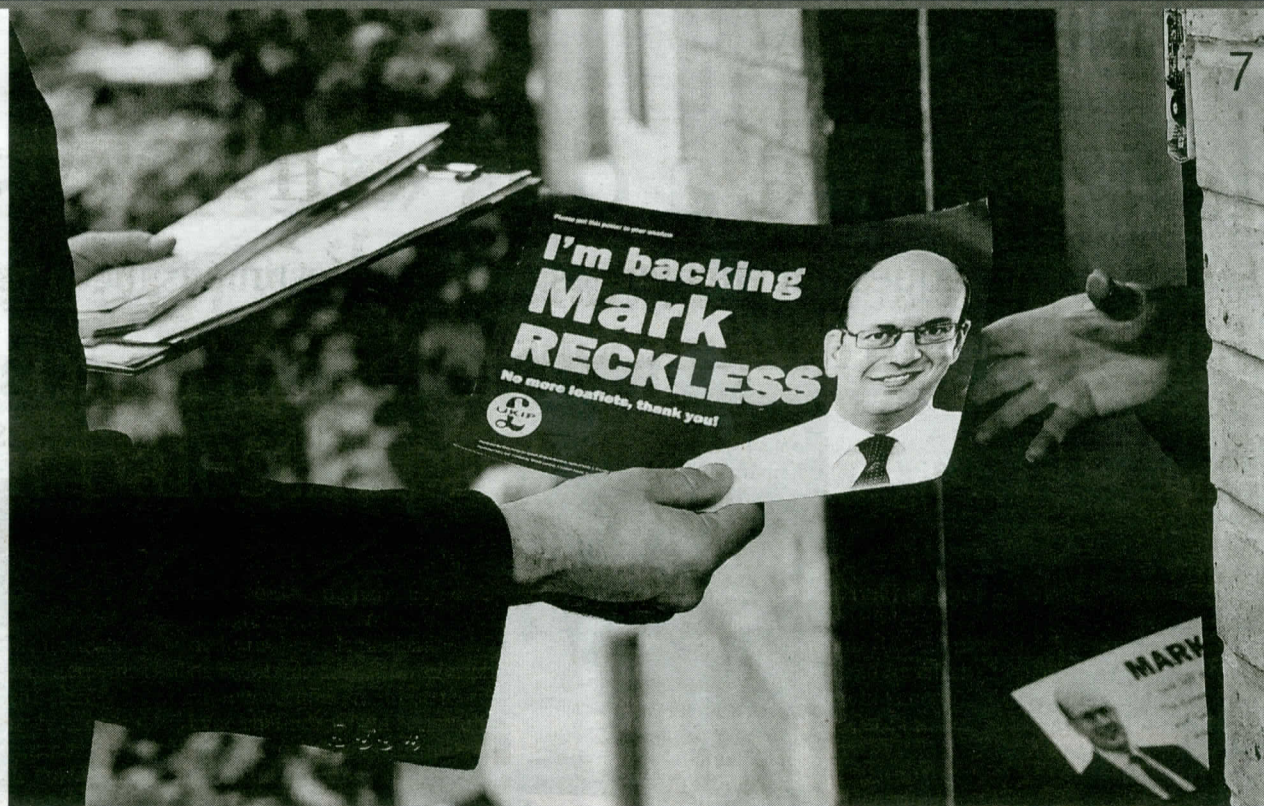
## Surenchère de tous les partis

Pendant ce temps, l'Ukip a sensiblement redéfini son message. La sortie de la Grande-Bretagne de l'Union n'est plus une fin en soi, mais le seul moyen de « reprendre le contrôle » des frontières. Cameron s'est engouffré dans la brèche pour tenter de contrecarrer les succès électoraux du parti de Nigel Farage, qui menace ses chances de réélection (lire ci-dessous). « L'élection d'un député Ukip a déjà fait changer radicalement le discours de David Cameron sur le sujet, je n'ose imaginer ce que pourrait produire l'élection d'un second », se délecte Mark Reckless.

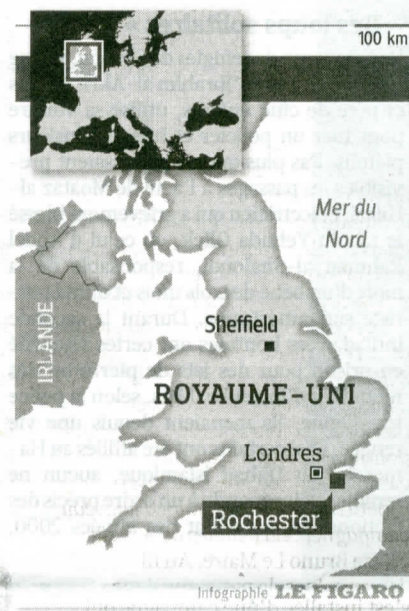
« Pour l'Ukip, quitter l'Europe et fermer nos frontières est la réponse à tous les

problèmes », déplore Naushabah Khan, candidate travailliste à Rochester, fille d'immigrés pakistanais et kenyan. Embarrassée, la gauche a beau jeu de stigmatiser la « surenchère entre les Tories et l'Ukip », cela ne l'empêche pas d'y participer. Le Labour vient d'annoncer son projet de priver les immigrés européens d'allocations chômage pendant deux ans après leur arrivée pour mettre fin au « tourisme social ».

L'obsession politique et médiatique ne laisse guère de place à la réflexion. « On assiste à un très vif débat anecdotique. Si on regarde les chiffres, il est clair que l'immigration européenne apporte une contribution fiscale supérieure à celle des Britanniques de souche », souligne Christian Dustmann, professeur à l'University College London. Dans une étude récente, il montre que les migrants européens ont rapporté quelque 25 milliards d'euros net au budget britannique entre 2001 et 2011. Économistes, chefs d'entreprise et quelques rares politiques s'alarment des conséquences économiques d'une fermeture des frontières. Mais « aucun leader politique n'a le courage de dire que l'immigration profite au Royaume-Uni », regrette Atul Hatwal, de l'association Migration Matters. ■



Campagne de l'Ukip, mardi, à Rochester, dans le Kent, au profit de Mark Reckless, un ex-député conservateur qui a démissionné pour se représenter au Parlement sous les couleurs du parti europhobe et anti-immigration. BEN STANSALL/AFP



## Un piège qui entraîne Cameron vers la sortie de l'Europe



DÉCRYPTAGE  
Florentin Collomp  
fcollomp@lefigaro.fr

IL FAUT « des actes, pas que des mots » sur l'immigration, plaïdait désespérément Kelly Tolhurst, candidate du Parti conservateur à l'élection partielle de Rochester, qui se tient ce jeudi. David Cameron, qui n'a pas ménagé son soutien en se rendant sur place à cinq reprises, sait la bataille perdue d'avance.

Si l'Ukip décroche la victoire d'un second député à la Chambre des communes, jeudi soir, les répercussions sur la vie politique britannique risquent de se faire sentir jusqu'aux législatives de mai 2015. Plus question pour Cameron de railler légèrement les supporters de l'Ukip comme des « racistes dans le placard ». La menace est désormais

prise très au sérieux. Il cherche à reprendre l'initiative depuis le succès du parti souverainiste arrivé en tête aux européennes, sans jamais réussir à rattraper son rival sur sa droite.

Pour tenter de contenir la perspective de nouvelles défections dans ses rangs, alors que l'Ukip se maintient à plus de 15 % dans les sondages nationaux, le premier ministre promet depuis des semaines de « régler la question » de l'immigration par une annonce importante avant Noël. Il s'agit de faire oublier son échec à réduire le nombre de migrants, faute de possibilité d'agir sur les flux d'Européens libres de s'établir où ils veulent. Le débat se concentre sur cette immigration venue des pays membres les plus récents de l'Union européenne.

Du coup, le leader conservateur a mis au cœur de sa renégociation européenne la limitation de cette liberté de mou-

vement. Les autres États membres lui ont opposé une fin de non-recevoir, y compris son alliée Angela Merkel, qui a parlé de « point de non-retour ». Les services de Downing Street ont lancé divers ballons d'essai, dont l'introduction d'un « frein d'urgence » aux arrivées, la mise en place de quotas par pays, la limitation des aides sociales accordées aux nouveaux arrivants. L'ancien premier ministre John Major est allé plaider en Allemagne pour un moratoire sur les flux européens. Toutes ces pistes se heurtent aux principes du droit communautaire.

### 50 % de chances de départ

Le piège tendu par les eurosceptiques est en train de se refermer sur David Cameron, au risque de coûter au pays son appartenance à l'Union européenne. « On ne peut pas à la fois faire ce que M. Cameron prétend faire et rester mem-

bre de l'Union européenne », martèle le leader de l'Ukip, Nigel Farage. Lui-même tombé à cause de la question européenne, John Major prévient d'un « risque réel de séparation » entre Londres et l'Europe, qu'il évalue à 50 %. « On ferait mieux d'arrêter de parler de ça. Il y a un réel danger à faire monter les attentes sans pouvoir y répondre », s'impatiente un ministre, anonyme, dans le Financial Times.

Prisonnier de sa propre rhétorique, David Cameron n'a pas d'autre choix que de dramatiser les enjeux de sa défiance envers l'Europe. Alors qu'il prévoyait encore en janvier 2013 de faire « ardemment » campagne pour le maintien du Royaume-Uni dans l'Union en annonçant un référendum pour 2017, ce passage de son discours a été supprimé des archives du site de Downing Street. Plus question désormais de rester « à tout prix ». ■